

La réforme des retraites, c'est (toujours) non !



Les résultats de la grande enquête¹ Ifop menée pour la CGT sur les retraites confirment le soutien des Français-es sur nos propositions.

La retraite à 64 ans les Français-es n'en veulent pas



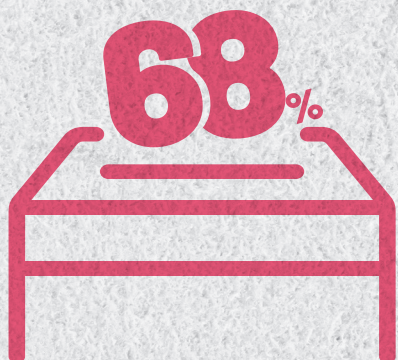
65 % des Français-es sont favorables
à l'abrogation de la réforme de 2023.

61%

des Français-es souhaitent
un retour à l'âge légal de départ
à 62 ans.

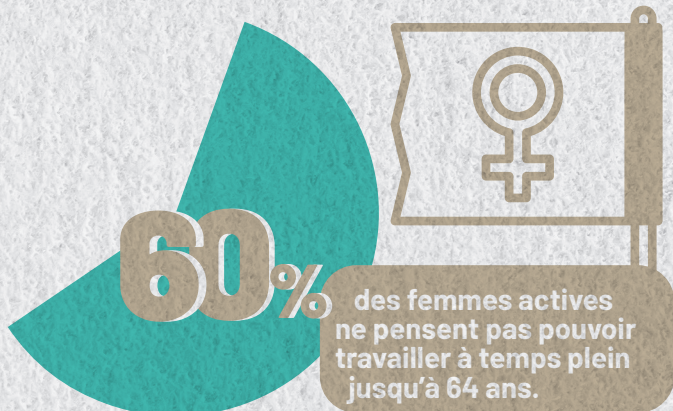


66 %
des salarié-es
soutiennent la
proposition CGT
de la retraite à
60 ans.

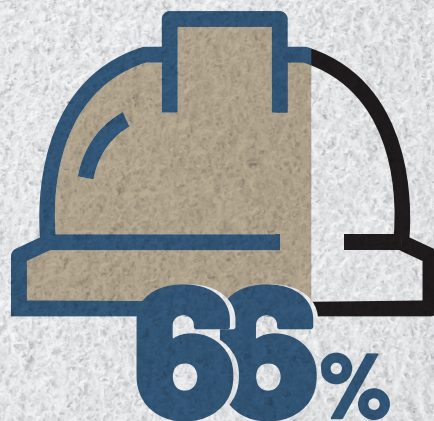


Comme 68 % des Français-es, la CGT exige un référendum
sur la réforme de 2023, pour que les citoyen-nes puissent s'exprimer
sur le texte qui leur a été imposé unilatéralement par le gouvernement.

Plus de la moitié des actif-ves ne s'imaginent pas travailler à temps plein jusqu'à 64 ans



des femmes actives
ne pensent pas pouvoir
travailler à temps plein
jusqu'à 64 ans.



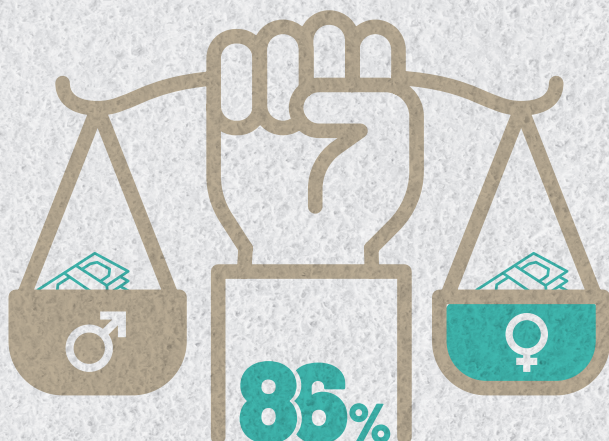
des ouvrier-es ne pensent pas pouvoir travailler
à temps plein jusqu'à 64 ans.

La CGT revendique une prise en compte de la pénibilité à partir de la réalité des conditions de travail spécifiques à chaque métier, et un départ anticipé jusqu'à cinq ans avant 60 ans, avec un trimestre de moins par année d'exposition, et jusqu'à dix ans pour certains métiers.

Les Français·es rejettent la réforme des retraites, le gouvernement doit nous écouter et l'abroger !

Notre système est financable, et les Français·es sont d'accord !

La CGT est porteuse de plusieurs propositions pour financer notre système de retraites par répartition, et elles sont plébiscitées par les Français·es :



des Français·es sont favorables
à l'alignement des salaires
entre les femmes et les hommes.



82 % des Français·es
sont favorables à la
soumission à contribution
des dividendes versés
par les entreprises
à leurs actionnaires



des Français·es sont favorables
à l'augmentation d'un point des
cotisations patronales.



La capitalisation, n'est pas une solution



La capitalisation est une régression sociale : elle répercute les inégalités, comporte des risques financiers et elle soulève d'important enjeux éthiques et environnementaux.

1 Français·e sur 3 déclare avoir confiance en la capitalisation